

De l'identité agricole à la ruralité

Le piedmont languedocien

Isabelle Moulis

Agronome et anthropologue

La mutation récente des activités, des sociétés et des paysages ruraux européens n'a pas d'équivalent historique, si ce n'est la période des grands défrichements médiévaux ou l'expansion des terres agricoles au XIX^e siècle (RENARD, 1994). Les bouleversements que connaît le monde rural (désertification, surproduction, mondialisation des marchés) exigent une redéfinition du rôle de l'agriculteur-producteur et de nouvelles conceptions de l'appui au développement et à l'aménagement du territoire.

La nature des crises subies varie selon les régions. Transition entre plaine et montagne, celles de piedmont sont souvent déconsidérées par les schémas de développement productivistes des grands bassins et des options d'aménagement des zones montagneuses. Le développement sans cesse croissant de ces espaces entraînés par la mouvance urbaine est mal planifié, alors qu'ils vont être amenés à jouer un rôle de premier plan dans l'avenir. L'agriculture y devient peu à peu périurbaine.

Très sensible à la pression de l'agglomération montpelliéraine, le piedmont languedocien s'avère particulièrement dynamique. L'extension de l'espace péri-urbain, liée aux politiques de désenclavement, la proximité des marchés et la modification des goûts et des activités des consommateurs entraînent de profondes mutations dans la petite région des Hautes Garrigues, qui tendent à se généraliser à d'autres régions agricoles : diversification des productions

et des activités (artisanat, commerce, tourisme), valorisation des patrimoines et des produits (transformation et filières courtes), emplois complémentaires.

■ Une identité agricole malmenée au cours de l'histoire régionale

Au début du xx^e siècle, en zone de piedmont languedocien, coexistaient deux identités agricoles fortes. Les éleveurs de moutons et les viticulteurs étaient en opposition de pouvoir (politique et économique), mais n'étaient pas en concurrence pour l'utilisation des terres, ce qui explique la réalité d'une identité agricole régionale globale bien que double. Cependant, le déclin de ces deux activités traditionnelles au cours du xx^e siècle et le fort exode qu'il a entraîné ont conduit à une crise de l'économie locale doublée d'une crise de l'identité agricole. Pour lutter contre cette tendance vers la désertification de la campagne, le monde agricole s'est alors affirmé par rapport à l'extérieur de la région dans un sentiment d'appartenance au « pays ».

Coexistence de deux identités : éleveurs et viticulteurs

Parmi les activités agricoles menées actuellement en Hautes Garrigues, l'élevage ovin est, de loin, la plus traditionnelle, même si les pratiques ont évolué. Cette activité a longtemps côtoyé, sans jamais entrer en concurrence avec elle à propos des terres, la viticulture des plaines et des petits bassins, à la fin du xix^e siècle.

Au début du xx^e siècle, la vie économique des Hautes Garrigues s'organisait autour des deux spéculations principales des grandes propriétés foncières : le bois et le mouton. Le système sylvopasto-

ral s'équilibrait lui-même, puisque le support et l'outil de production étaient détenus par les mêmes personnes : les grands propriétaires, à la fois maîtres du foncier, du mas, des bois et du troupeau, employeurs des bergers et des bouscatiers, parfois même impliqués dans le négoce du vin. Les éleveurs de moutons avaient une place importante dans la société : utilisateurs de la plus grande partie de l'espace, ils modelaient les paysages et rendaient accessibles à tous l'ensemble des terres (cueillette, chasse, bois de chauffe). Ils étaient aussi porteurs de traditions, de connaissances et d'histoires.

Descendue dans les plaines à la fin du XIX^e siècle, la viticulture est devenue la seconde activité après l'élevage. Le début du XX^e siècle a été une période faste dominée par la viticulture de masse, au cours de laquelle ont été créées les caves coopératives et organisés collectivement les marchés et le commerce des vins. L'émergence du sentiment de solidarité et l'ampleur des actions collectives menées dans le cadre des systèmes coopératifs ont alors fortement imprimé une identité viticole à la région, bien que la culture de la vigne ne soit pas traditionnelle. Dans chaque commune existait une cave coopérative regroupant l'ensemble des viticulteurs, qui en assuraient collectivement la gestion. De plus, les différentes caves entretenaient entre elles des rapports étroits afin d'asseoir leur pouvoir économique, politique et social.

Appartenance et savoir-faire

Au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, les crises successives liées au déclin des deux principales activités ont conduit à une évolution à peu près similaire des stratégies mises en œuvre par les éleveurs ovins et par les viticulteurs. Devant l'obligation de convertir les exploitations pour multiplier les productions, l'identité agricole, jusqu'alors forte bien que double, a perdu toute réalité.

La diminution de l'usage du charbon de bois après la Seconde Guerre mondiale a déséquilibré la vie économique : les espaces pâturables se sont restreints, la densité des troupeaux a baissé, les professionnels et leurs filières ont quasiment disparu. La transhumance estivale, la faible maîtrise du foncier, la mauvaise adaptation des produits aux marchés, la nécessité de capitalisation liée aux

contraintes économiques apparues dans les années quatre-vingt ont imposé aux systèmes ovins des mutations entraînant la diminution des élevages.

Depuis quelques années, le transfert d'activités quasiment imposé par la politique agricole est mal vécu par les éleveurs ovins et a considérablement altéré leur sentiment d'appartenance à une identité propre. Différents types d'élevage très spécifiques coexistent : élevage bovin, grand consommateur d'espace, élevage caprin en hors-sol très rémunérateur, élevage équin. Ces « nouveaux » éleveurs, spécialisés dans des activités non traditionnelles, intégrant le plus souvent l'ensemble de la filière et redoublant leurs efforts sur la transformation et surtout la commercialisation des produits, sont le plus souvent des néoruraux ou exogènes à la petite région. Ils semblent se reconnaître dans les initiatives d'autres « innovateurs » par le simple fait qu'ils s'opposent à l'élevage traditionnel. Cependant ce sentiment d'appartenance à un groupe n'a aucune portée réelle sur les relations sociales, ne suscitant même pas l'émergence d'un sentiment d'entraide.

Le clivage qui existe au sein des éleveurs est encore accentué par l'intégration de la « gestion de l'espace » à la conduite de l'exploitation, encore relativement rare bien qu'elle tende à répondre à la demande sociale et politique. Certains éleveurs perçoivent actuellement une rémunération pour leur action sur la qualité des paysages et des milieux naturels. L'intégration d'objectifs environnementaux dans les stratégies des éleveurs constitue un véritable facteur de changement des exploitations. Elle permet de justifier la multiplication des élevages bovins très consommateurs d'espace, qui s'oppose aux traditions « ovines » de la région. Amplifié par le choix de types d'élevage exogènes, le discours sur la « gestion des espaces naturels » est en rupture complète avec l'ancien paradigme de l'agriculture et remet en cause des principes qui soutiennent le modèle dominant de production. Aussi les éleveurs ne constituent-ils plus aujourd'hui un groupe socioprofessionnel spécialisé et cohérent.

La viticulture méditerranéenne a également connu de profondes mutations. Depuis les années soixante, les nouvelles contraintes de l'économie viticole régionale, nationale et européenne ont imposé une recherche de la qualité par une maîtrise des rendements. Ébranté

par cette orientation politique et fortement déstabilisé par le contexte économique défavorable, le système coopératif viticole a progressivement perdu de son importance au profit des caves particulières.

Le changement technique nécessaire à la mutation des exploitations viticoles en caves particulières, dans lesquelles sont assurées la production et la transformation du raisin et la commercialisation du produit élaboré, a profondément altéré l'identité culturelle du monde vitivinicole, au même titre qu'une acculturation. Cette mutation a contribué à accentuer le rejet déjà amorcé des viticulteurs par les autres agriculteurs, mais a également fissuré l'esprit de la corporation viticole traditionnelle ancienne. Depuis quelques années, venant contrebalancer ou du moins accompagnant cette mutation, les caves coopératives ont amorcé un changement orienté vers une plus grande exigence de qualité qui pourrait permettre la persistance d'un certain esprit de corporation et d'appartenance à un groupe socioprofessionnel identifiable. Cependant le système coopératif ne regroupe aujourd'hui que les plus petits exploitants viticoles.

Rencontre autour de la notion de « pays »

Les profondes mutations survenues dans le monde agricole depuis un demi-siècle affectent l'identité culturelle et régionale. L'accentuation de la crise économique et l'entrée de l'agriculture dans l'économie de marché ont imposé aux exploitations de multiplier les secteurs d'activités et de se placer sur des secteurs de plus en plus étroits et concurrentiels. En zones marginales comme les Hautes Garrigues, les mutations survenues dans les liens des agriculteurs avec l'extérieur de la région ont été plus profondes, exacerbées du fait de la diversité des situations agro-écologiques, de l'hétérogénéité de la population agricole et de l'indispensable diversification des productions.

Au début des années quatre-vingt, comme la plupart des zones de piedmont, la petite région des Hautes Garrigues s'est révélée dynamique du fait d'importants processus de reconquête. De nouvelles familles d'agriculteurs se sont installées, généralement jeunes et motivées pour vivre de l'agriculture dans cette zone qu'elles ont choisie pour ses caractéristiques de montagne sèche méditerranéenne.

néenne (faible densité de population, diversité des paysages, situation marginale). Cette recomposition de la population a fait naître des conflits d'intérêts et de savoir-faire au sein du monde agricole, qui ont accentué la crise d'identité régionale. Les néoruraux, généralement plus « techniciens » que les agriculteurs autochtones, laissent libre cours à leur capacité d'innovation, que le poids des pratiques traditionnelles ne vient pas perturber. Souvent très volontaires pour participer à la vie publique, ils prennent de plus en plus de pouvoir au sein des conseils municipaux, regroupements de producteurs, syndicats, associations culturelles. Leur degré d'intégration à la population agricole autochtone dépend essentiellement de leur attitude face aux décisions des exploitants voisins, souvent jugés « archaïques » et conservateurs.

Ainsi, en Hautes Garrigues, coexistent des activités « traditionnelles » et d'autres plus innovantes ou, du moins, nouvelles, mises en pratique par des agriculteurs natifs de la petite région ou au contraire venus d'ailleurs. Le clivage entre anciens implantés et nouveaux étrangers reste profond et très ambigu, dans la mesure où la plupart des agriculteurs locaux ressentent l'installation des « néoruraux techniciens » à la fois comme un facteur d'acculturation et comme une opportunité irremplaçable pour stimuler le développement local et les innovations techniques. En particulier, une même conscience de la nécessité d'innover semble motiver les agriculteurs pour se regrouper, soit entre jeunes agriculteurs étrangers à la région et faisant fi des commentaires des autochtones, soit entre agriculteurs de tous horizons voulant faire face à des problèmes communs. Les innovations proviennent essentiellement d'initiatives de néoruraux, dans la mesure où ils ne sont pas tributaires des exigences normatives du groupe socioprofessionnel duquel ils peuvent se démarquer en raison de leur statut d'étrangers (DARRÉ, 1988).

Cependant, les agriculteurs semblent avoir des difficultés à faire le deuil de leur appartenance à une culture agricole régionale et à ses valeurs. Depuis quelques années, avec l'avènement de la communication territoriale, les collectivités locales ont concentré leurs efforts pour « montrer le pays au monde ». Il s'agit alors pour tous les ruraux de travailler ensemble afin de maintenir la diversité socio-économique et professionnelle de la région et d'assurer un

avenir moins incertain. Ainsi, la revendication d'appartenance à un « pays », de plus en plus forte, souligne la volonté de retrouver une identité culturelle en phase avec le monde moderne (FAURE, 1995). Cette perception des enjeux culturels exprime à la fois l'enracinement symbolique au « pays » et l'adhésion à un système de valeurs sans frontière. Aujourd'hui, ne pouvant reposer sur l'argument d'un héritage culturel largement partagé, la notion d'identité agricole a laissé place à un sentiment beaucoup plus global d'appartenance au « pays » rural. Cette évolution permet d'intégrer au monde rural tout individu qui travaille pour ce « pays ».

■ Du monde agricole à la mosaïque d'entreprises individuelles

Alors qu'au début du siècle, la moitié de la population active travaillait dans l'agriculture (DUBY et WALLON, 1977), la population active agricole est aujourd'hui une minorité. Les agriculteurs sont devenus un groupe socioprofessionnel parmi d'autres en milieu rural. Un nombre croissant d'actifs agricoles qui résident en ville ou en périphérie des villes et le vieillissement de la population rurale expliquent qu'un tiers environ des ménages ruraux soient inactifs ou retraités. Ne représentant qu'environ 5 % de la population active, les agriculteurs ont perdu presque tout pouvoir.

Dans les espaces ruraux de piedmont, la situation de marginalité économique, sociale et politique constitue souvent un atout en matière de tourisme et d'aménagement, car elle stimule la dynamique locale de développement et l'émergence de stratégies individuelles ou collectives innovantes. En ces temps de crise économique persistante, certaines solutions développées depuis longtemps dans des zones défavorisées, notamment dans les montagnes sèches méditerranéennes, retrouvent une certaine actualité : pluri-activité, travail saisonnier, solidarités familiales, et certaines

formes d'autoconsommation. L'évolution des mentalités et des législations est cependant lente : aucun encadrement technique et scientifique n'est véritablement adapté, encore moins spécifique, à ces contextes particuliers. De nouvelles formes de solidarités et d'actions collectives apparaissent alors progressivement.

Dislocation des structures anciennes et pluri-activité

Zone de montagne méditerranéenne, la petite région des Hautes Garrigues fait l'objet de trois types de « demandes sociales d'environnement » (GUIHENEUF, 1993) qui tendent à disloquer les structures anciennes du monde agricole. La première, couplée à la production alimentaire, est une demande de produits fermiers ou « du terroir » qui suppose d'intégrer une composante paysagère. La deuxième est associée à la prestation d'un service touristique (hébergement, restauration). La troisième regroupe les demandes de gestion de l'espace proprement dites, formulées par les organismes publics, la Communauté européenne ou les collectivités territoriales. Dans le contexte actuel de compétitivité, la recherche d'une meilleure productivité du travail en région de piedmont se fait essentiellement par une diversification des activités ou par la pratique de métiers non agricoles qui procurent un revenu complémentaire. Elle conduit à la mutation de l'exploitant agricole, qui devient chef de petite entreprise.

La diversification des activités et des productions au sein des exploitations agricoles a profondément modifié leur fonctionnement : elles s'apparentent alors à de petites entreprises familiales concurrentes les unes des autres, dont la gestion a conduit à l'isolement des exploitants. Les orientations choisies au niveau des exploitations sont variées : productions reconnues comme typiquement locales ou du moins dont la provenance régionale est identifiable (miel, olives, carthagène), productions originales (maraîchage, céréales ou viandes issues de l'agriculture biologique, horticulture), transformation et commercialisation directe (volailles grasses, caves viticoles particulières). Disposer d'une large gamme de produits s'avérant particulièrement rentable puisque cela corres-

pond à la demande actuelle des consommateurs, certains diversifient les productions au sein de leur exploitation, d'autres assurent la promotion des produits de plusieurs exploitations, d'autres encore s'associent entre producteurs.

Au plan idéologique, le thème de la diversification n'est pas sans résonance avec le « nouvel individualisme » engendré par la crise (COUJARD, 1988). D'un point de vue économique, la concurrence pour les productions dites « marginales », pour lesquelles il n'existe pas de marchés organisés, devient rapidement très vive, la viabilité économique étant d'autant moins incertaine que l'on se limite à des circuits de valorisation locale et directe, qu'il faut préserver jalousement. Ces contraintes commerciales se retrouvent en Hautes Garrigues de manière très aiguë, au détriment de la cohésion professionnelle et de la cohésion sociale. La diversification exacerbe l'esprit d'entreprise, dans le souci de se positionner sur des créneaux porteurs, objets d'enjeux concurrentiels.

Pluri-activité et nouveaux métiers assurent une source de revenus complémentaires dans de nombreuses exploitations agricoles. Ainsi l'accueil en milieu rural (gîte rural, gîte d'étape, chambre et table d'hôte, gîte de groupe, camping à la ferme, ferme-auberge) offre des revenus complémentaires ou assure la promotion et la vente directe des produits locaux, dont les agriculteurs restent maîtres. La plupart des établissements qui ont développé un secteur « accueil rural » proposent également des activités de pleine nature, souvent en relation directe avec leur activité agricole (telles les exploitations équestres qui proposent cours d'équitation et randonnées).

Au-delà du revenu complémentaire qui en découle, les activités liées au tourisme vert sont revendiquées par les professionnels agricoles comme des éléments constitutifs, certes nouveaux, mais spécifiques, des exploitations. À un certain cahier des charges « moral » s'ajoute tout un ensemble de labels (« bienvenue à la ferme », « produits de la ferme », « ferme-auberge ») qui garantit au consommateur l'authenticité « agricole » qu'il vient chercher. Cependant, les impératifs de rentabilité conduisent parfois certains exploitants à recourir à des simplifications de fonctionnement et de gestion des contraintes de temps de travail, qui ressemblent étroitement à celles des socioprofessionnels « purs », qu'ils se défendent pourtant de concurrencer au nom de services rendus à des clients différenciables.

Assurant des revenus non négligeables, la pluri-activité tend à se généraliser mais, dans tous les cas, la vente de produits alimentaires reste une priorité : c'est l'affirmation d'une appartenance professionnelle collective ainsi que l'aboutissement d'un long processus personnel d'apprentissage. Les nouveaux objectifs, tel celui de gestion de l'espace, doivent donc se conjuguer avec l'objectif productif. Par conséquent, le plus souvent, les différents objectifs poursuivis ne conduisent pas à développer des activités séparées mais à définir des règles de fonctionnement de nouveaux systèmes productifs à plusieurs finalités. Ainsi les nouvelles activités ne sont pas juxtaposées aux activités antérieures mais intégrées le plus fortement possible entre elles. Cela entraîne une complexification du métier de l'agriculteur, due au haut niveau de professionnalisme exigé dans chaque nouveau secteur d'activité, à la diversité des activités menées de front, au plus grand nombre d'interlocuteurs et aux nécessaires expérimentations techniques.

Enfin, dans certaines exploitations, des revenus complémentaires sont assurés par la pratique d'une seconde activité, ou par le conjoint salarié hors de l'exploitation agricole.

La colonisation de la campagne par la ville (péri-urbanisation)

Malgré les profonds clivages qui opposent les agriculteurs, la petite région trouve une certaine cohérence dans sa confrontation à un modèle plus « urbain » et plus « technocrate » qui engendre conflits, paradoxes et contradictions. Les nombreux échanges avec la ville et l'installation d'étrangers (agriculteurs néoruraux, retraités, résidents, etc.) dans la région ont entraîné un « métissage » de la population, à la fois culturel et technique.

La proximité de la ville impose une intégration toujours plus poussée de la petite région rurale à l'espace social, culturel et économique du Languedoc-Roussillon, région de l'espace européen. Cela implique une ouverture sur le monde extérieur et la maîtrise des différents moyens de communication et de production, ainsi que de modèles de consommation. La force de l'influence urbaine

sur la vie et les comportements de la petite région rurale tend à réduire les différences entre ville et campagne. Elle stimule par ailleurs une volonté de sauvegarder et d'enrichir l'héritage culturel local. Cette volonté s'exprime, par exemple, par les actions menées par des particuliers et par les collectivités territoriales autour du thème du patrimoine. Désigner ou reconnaître un patrimoine signifie l'acceptation d'un passé, celui-là même qui permet de rapprocher les hommes entre eux, qu'ils soient autochtones ou néoruraux. Penser le patrimoine comme élément constitutif de la mémoire collective partagée devient alors moins un problème matériel de conservation ou de restauration qu'une question « politique » qui concerne l'ensemble de la communauté rurale.

La pression urbaine sur la petite région est croissante. Montpellier est et sera de plus en plus au centre d'un réseau de flux européens originaux et novateurs : un réseau de grands axes de communication, un réseau de nouvelles technologies et un réseau où se concentrera plus du tiers de la population méditerranéenne. Autour de Montpellier, mais aussi autour des chefs-lieux cantonaux, le processus de péri-urbanisation fait reculer l'agriculture et modifie les sociétés locales, qui perdent alors leur image symbolique (réalité agricole et rurale). L'intrusion des fonctions de loisirs, l'afflux de retraités, la radicale transformation des terroirs par restructurations foncières et par apparition de nouvelles cultures et de nouveaux systèmes de production sont les signes d'une colonisation de la campagne par la ville. Dans les communes périurbaines, où l'agriculture disparaît peu à peu — mais de plus en plus rapidement —, trois scénarios tendanciels peuvent être esquissés :

- une forte domination de Montpellier, qui peut conduire à moyen terme à l'absorption de la région par la capitale, si rien n'est entrepris ;
- une résistance de la petite région à la domination urbaine, par un contrôle négocié de l'expansion de la ville ;
- la poursuite de l'expérience du développement local négocié.

C'est à chaque habitant du milieu rural qu'il revient de travailler, en concertation avec ses voisins, pour favoriser l'un ou l'autre de ces scénarios.

De la notion de nature à celle d'environnement

Le développement des activités de tourisme et de loisirs, les processus de péri-urbanisation et l'évolution de la notion sociale de nature vers celle d'environnement conduisent à une différenciation de l'espace rural. Sur le territoire se juxtaposent divers espaces ruraux dont la fonction concurrence de plus en plus l'agriculture.

En moins de trois décennies, les relations entre la société et la nature ont profondément changé. Il n'y a plus un espace rural, mais des espaces ruraux diversifiés, en permanente transformation.

La petite région agricole des Hautes Garrigues est redevenue poly-fonctionnelle, multiservices, à l'image de ce qu'était le monde rural d'avant l'exode du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle, suivant l'évolution générale des campagnes françaises étudiée par RENARD (1994). Ainsi se juxtaposent des espaces purement agricoles, de moins en moins étendus, des espaces résidentiels, par l'étalement des villes, des espaces industrialisés, avec la multiplication des usines à la campagne, et des territoires voués aux activités touristiques et aux loisirs dans lesquels les résidences se multiplient. Dans les zones d'agriculture marginale, un autre espace est en très nette expansion : les terres cultivables laissées en friche, abandonnées, malgré leurs caractéristiques agro-écologiques relativement favorables à leur mise en culture (petits bassins ou fonds de vallée), pour bénéficier d'une prime à l'arrachage ou pour une spéculation foncière. L'aménagement du territoire et la gestion de l'espace imposent d'appréhender le territoire dans sa globalité. Parce qu'il constitue une unité territoriale dans laquelle les acteurs du monde rural retrouvent une certaine cohésion sociale, le « pays » semble l'échelon pertinent auquel doit être envisagé l'aménagement du territoire.

Depuis quelques années, à la notion de nature s'est rapidement substituée celle d'environnement. Cette évolution des mentalités est à l'origine de conflits d'intérêts qui aboutissent le plus souvent à une utilisation concurrentielle de l'espace entre les agriculteurs qui vivent de la mise en valeur des ressources naturelles et les opérateurs privés qui travaillent au nom de la préservation de l'environnement.

Diverses opérations de protection de l'environnement, menées par des associations à vocation environnementaliste (écologiste), ont directement concurrencé les activités agricoles, dans l'occupation et l'exploitation de portions de territoire considéré comme naturel. En fait de protection, il s'agit essentiellement de conservation, au même titre que celle d'un patrimoine, c'est-à-dire sans aucune intervention ou, au contraire, après restauration. Ainsi, d'importants moyens ont été mis en œuvre pour protéger et réintroduire, le cas échéant, des espèces en voie d'extinction. Devant l'envergure de telles opérations, les agriculteurs, simple minorité socioprofessionnelle du milieu rural parmi d'autres, n'ont bien souvent pas le poids politique et social suffisant pour protéger leurs intérêts.

Les activités agricoles entrent également en concurrence avec celles d'autres acteurs, positionnés sur les nouveaux marchés des services de protection de l'environnement et de gestion de l'espace. C'est le cas du « marché des incendies », primordial dans cette zone de montagnes sèches, qui intéresse et oppose éleveurs, corps d'intervention, organismes forestiers, entreprises privées de débroussaillage, entreprises qui commercialisent le matériel de secours, de détection et de communication, vendeurs de produits phytocides et nanifiants. Très souvent, les choix publics privilégient une option qui allie la prévention des risques d'incendie au tourisme, plutôt qu'au maintien ou à l'installation d'éleveurs dans la région.

Émergence de nouvelles solidarités et actions collectives

Il existe au sein du monde agricole un besoin de cohésion face aux décisions des institutions officielles et des décideurs de l'État ainsi que face aux autres groupes socioprofessionnels et utilisateurs du monde rural. Aussi les agriculteurs travaillent-ils à renforcer leur appartenance à l'espace rural et leur intervention sur son évolution, en exprimant et en affirmant leur ruralité, leur appartenance au territoire dont ils vivent et qui vit par eux.

Pour répondre à leur volonté commune de se maintenir en nombre maximal avec un niveau de revenus suffisant, les agriculteurs se sont regroupés en un « Comité agricole de petite région », ce qui est

susceptible de les aider à prendre en main le développement local. Jouant un rôle d'interlocuteur des institutions et de démultiplicateur des informations, ce comité constitue un support privilégié du développement rural et vise à s'imposer comme une force de réflexion et de proposition. Le travail en synergie avec les représentants de l'État, les élus locaux et les forces économiques, sociales et culturelles est indispensable pour tout développement local. Dans les Hautes Garrigues, le premier pas vers cette synergie est l'intercommunalité, dans laquelle s'inscrivent les actions menées dans le cadre de la « Charte intercommunale ». La dispersion des moyens institutionnels, particulièrement préjudiciable au développement local, et la multiplicité des associations socioprofessionnelles ont amené une nouvelle réflexion sur les besoins en encadrement et en conseil, en particulier sur les services de base qui pourraient assurer une complémentarité entre proximité et accessibilité.

■ Les nouvelles représentations du rural

En cette fin de xx^e siècle, les enjeux du monde agricole, voire du monde rural, dans cette région de piedmont sont de trois ordres :

- limiter ou contrôler l'emprise croissante de Montpellier sur la petite région, tant foncière et économique que touristique ;
- maintenir une agriculture actuellement en voie de marginalisation du fait de mutations rapides, de la fragilité des marchés et de la nécessité d'une double activité généralisée ;
- favoriser la diversification des activités agricoles, notamment l'émergence de nombreuses initiatives individuelles (nouvelles activités, nouveaux produits, nouveaux métiers), en mettant en place un système de régulation collective pour limiter les risques de saturation des marchés. Malgré la présence de nombreuses institutions (organisations professionnelles, Chambre d'agriculture, Chambre du commerce et de l'industrie, Charte intercommunale, etc.), ce système n'existe pas à l'heure actuelle.

Un problème aigu d'identité culturelle se traduit par des sentiments ambigus que les acteurs locaux semblent massivement partager. Il s'agit notamment d'un malaise vis-à-vis :

- des étrangers (venant de Montpellier ou d'ailleurs) ;
- de la nécessité de pratiquer de nouveaux métiers, et ce à un haut niveau de professionnalisme (accueil, animations sportives, vente directe, etc.) ;
- des institutions (non-représentation dans les commissions agricoles des mairies ou dans celle de la Charte intercommunale ; conflit avec la Chambre d'agriculture).

Ces sentiments ambigus ont conduit à de nouvelles représentations des agriculteurs, en ce qui concerne leur fonction, leur rapport à la ville et leur accès à l'espace.

L'agriculteur jardinier... et conservateur du patrimoine rural

Principal façonneur des paysages dans sa fonction essentielle, la production, l'agriculteur tend à devenir (et est de plus en plus considéré comme) le jardinier de l'espace. Avec l'amenuisement de la fonction de production, il doit travailler à l'entretien de l'espace naturel et à la conservation et la mise en valeur du patrimoine rural que constituent les paysages et les biens matériels.

La société s'attache aujourd'hui à métamorphoser les agriculteurs en agents d'entretien des paysages, dits « jardiniers de l'espace rural ». Mais être considéré de cette manière, politiquement et socialement, fait naître chez la plupart d'entre eux un sentiment douloureux. Non seulement l'agriculteur se voit destitué de sa fonction de production mais il devient, par le biais de primes et subventions diverses, un « manieur de débroussailluses biologiques », en concurrence avec les entreprises privées spécialisées dans le débroussaillage mécanique ou chimique... En piedmont, les agriculteurs ont dû déployer pour survivre des efforts considérables de diversification et de valorisation des produits, en intégrant en particulier l'ensemble des filières de transformation et en développant de nouveaux circuits de commercialisation. Contraints aujourd'hui d'abandonner leur fonction première de production, à laquelle se

sont combinées les fonctions de transformation agro-alimentaire, de commercialisation et de gestion de la « petite entreprise agricole », de nombreux agriculteurs refusent de devenir jardiniers de l'espace ou se résignent. Peut-être ce sentiment douloureux se dissipera-t-il au cours des années. GUIHENEUF (1993) a noté une évolution du discours de la profession depuis quelques années : « l'acceptation sans complexes » d'une rémunération de la fonction de préservation des milieux semblerait se substituer à l'expression du mépris vis-à-vis des « jardiniers de la nature ».

Le patrimoine rural, compris dans toutes ses dimensions, est le paysage dans lequel l'homme a au fil des siècles inscrit sa trace, par ses modes de production et de gestion de l'espace (pratiques culturelles, exploitation forestière, conduite d'élevages), par l'habitat qu'il s'est construit, et par les modèles de vie sociale qu'il a développés. Capital, mais aussi instrument économique, le patrimoine rural permet d'affirmer, à défaut d'une identité, une certaine cohésion culturelle et une appartenance à une fonction sociale au sein du monde rural.

Territoire de traditions, de savoirs et de savoir-faire, l'espace rural des Hautes Garrigues apparaît comme un lieu d'initiatives et de modernité. Le patrimoine ne s'y exprime plus seulement en termes de protection ou de réhabilitation, mais aussi en terme de valorisation et de participation à l'économie générale. Pour valoriser les ressources locales (tant climatiques et culinaires que patrimoniales ou paysagères et résidentielles), il est indispensable d'afficher des valeurs qui reflètent une identité plus cohérente et plus lisible. Montrer le « pays » joue un rôle certain de cohésion sociale et culturelle. Cela impose, tout d'abord, de s'accorder sur une image que l'on affiche devant les étrangers ; cela suppose également de veiller à cette image et, pour cela, de travailler à son entretien et à sa mise en valeur. Enfin, tout cela serait vain si aucun effort collectif de promotion du pays n'était entrepris

La ville, moteur du développement et source d'acculturation

La mutation de l'espace rural s'inscrit également dans les aspects culturels, puisque la signification de la campagne elle-même est

modifiée. La campagne devient polysémique ; sa signification varie selon les perceptions des utilisateurs, mais aussi dans l'espace et dans le temps. La mobilité, par les changements de rapports aux lieux de travail, de loisirs et de résidence, devient un fait majeur d'explication des recompositions des rapports ville-campagne qui ne sont plus seulement ceux de proximité. La recomposition des rapports ville/campagne et l'insertion dans un monde dominé par la ville sont souvent mal vécues, tant par les autochtones que par les nouveaux habitants ou utilisateurs de ces espaces.

La proximité de la ville offre de nouveaux marchés et permet le développement de filières allant du producteur au consommateur (marchés de quartier, marché d'intérêt national, supermarchés, centrales d'achats), ainsi que celui de liens qui font l'articulation entre la fonction de production agricole et une approche du territoire (tourisme et culture).

Montpellier constitue une source importante de perturbations et de déséquilibres. La population de passage (« tourisme sauvage ») qui déferle dans la petite région en fin de semaine montre peu de respect vis-à-vis des activités et des propriétés agricoles, et semble même les ignorer (« la nature est à tout le monde dès lors qu'elle n'est pas clôturée ou goudronnée »). La mutation de la région en « banlieue-dortoir » n'a presque aucune retombée sur les commerces, sur les infrastructures scolaires, sur les transports en commun ou sur les échanges humains, si ce n'est des influences négatives au niveau des politiques d'aménagement et de gestion des communes, notamment liées à la faible représentativité des agriculteurs dans les conseils municipaux. De plus, le développement de lotissements de plus en plus nombreux et la spéculation immobilière croissante accentuent les difficultés des agriculteurs à trouver des terres à exploiter. Enfin, la pollution et les nuisances liées aux besoins de la ville proche (décharges, eaux, déchets des randonneurs du dimanche, carrières « pour construire des routes à Montpellier ») irritent nombre d'agriculteurs qui œuvrent à la mise en valeur des ressources naturelles.

La société rurale prolonge, pour une part, la société agricole et para-agricole de naguère, au sein de laquelle les rapports familiaux (cohabitation de plusieurs générations, patriarcat) tissaient un mode de communauté villageoise spécifique.

Cependant, la proximité de la ville et l'intensification des échanges ville-campagne ont favorisé une rupture culturelle par l'absence de communication entre les enfants scolarisés à Montpellier (parce que leurs parents y travaillent) et les enfants scolarisés dans la région (parce que leurs parents ont choisi d'y conserver leur activité). La scolarisation des jeunes adolescents en ville empêche ou inhibe toute conscience identitaire régionale : « Un adolescent se sent de la région où il est allé au lycée. » Progressivement, le modèle urbain devient prédominant (activités de loisirs urbains telles que cinéma, piscine, lèche-vitrines ; mode vestimentaire citadine, etc.).

Enfin, le pôle urbain de Montpellier, au passé universitaire prestigieux, est ressenti comme pourvoyeur d'appuis techniques et organisationnels qui pourraient pallier partiellement le faible encadrement et l'isolement intellectuel de la région.

L'espace agraire, objet de consommation et enjeu paysager

Sous l'effet de l'intrusion des fonctions de tourisme et de loisirs, de la colonisation de la campagne par la ville et de restructurations foncières, l'agriculture en Hautes Garrigues est devenue marginale. De nouveaux systèmes de production et de nouvelles activités sont apparus. L'espace agraire est alors en proie à de profondes mutations, qui s'accompagnent de représentations autres que celle que les agriculteurs ont de l'espace rural.

Initialement agraire, car potentiellement exploitable à des fins agricoles, l'espace rural devient le siège d'une concurrence déloyale vis-à-vis de l'agriculture de nouvelles fonctions non productives et non agricoles beaucoup plus valorisantes (tourisme, résidence, commerce).

Ainsi, considéré par les décideurs de la ville comme espace naturel (et pour cela à protéger), l'espace rural est pensé et géré comme un patrimoine dont la conservation et la mise en valeur sont l'affaire de tous. Les agriculteurs motivés pour vivre dans et de cette zone marginale doivent donc affronter des décisions d'aménagement du territoire et de gestion de l'espace qui tiennent davantage compte des exigences d'utilisation touristique plutôt que sociale et technique des espaces. D'espace — essentiellement — agraire, l'espace rural est devenu peu à peu objet de consommation et enjeu paysa-

ger. La campagne, fruit du rêve des citadins, est alors convoitée pour d'autres usages que ses vocations traditionnelles.

L'exploitation de l'espace rural en tant qu'objet de consommation des citadins ne dépend plus de sa fonction première de production de ressources naturelles. Parmi les activités nouvelles qui ont vu le jour en zone marginale, le tourisme s'avère important des points de vue économique et social, puisqu'il a redonné un nouveau souffle à l'économie locale. Principale source de revenus dans la région, il s'est en grande partie développé à l'initiative d'agriculteurs pour lesquels la diversification était indispensable à la survie de leur exploitation. En pleine expansion, le tourisme « vert » peut donc être considéré comme une nouvelle fonction de production agricole, sur laquelle est de plus en plus basée l'économie de la petite entreprise agricole familiale.

I Discussion

L'évolution du monde agricole dans la plupart des régions du monde pourrait être comparée à celle de cette zone marginale du piedmont languedocien. Péri-urbanisation, reconquête par des populations migrantes, intégration de l'agriculture à l'économie de marché, indispensable diversification des productions et positionnement sur des créneaux de plus en plus étroits, pluri-activité quasi généralisée, faible pouvoir n'autorisant que de faibles investissements, conversion de plus en plus rapide semblent constituer les facteurs de changements socio-économiques universels. En ces temps de crise économique persistante, certaines solutions développées depuis longtemps dans les zones défavorisées, notamment dans les montagnes sèches méditerranéennes, retrouvent une actualité et une pertinence.

L'analyse des mutations et des recompositions sociales des Hautes Garrigues languedociennes oriente la discussion sur deux aspects : d'une part, le sens de la dichotomie entre rural et urbain, d'autre part, les articulations entre espace, économie et société.

Monde rural et monde urbain

La recomposition des rapports ville/campagne et l'insertion dans un monde de plus en plus dominé par la ville posent le problème de la dichotomie entre l'urbain et le rural. Le plus souvent marché de proximité et ressource en matière d'appuis techniques et intellectuels, la ville n'en est pas moins source d'importantes perturbations et de déséquilibres. Ainsi les influences de la ville sur les régions périurbaines, dans lesquelles l'agriculture n'est marginale que depuis peu, sont complexes, à la fois ressenties comme acculturantes et dynamisantes.

Appréhender les différences entre rural et urbain rencontre diverses ambiguïtés de terminologie, notamment dans la distinction entre rural et agricole ou paysan, et dans les imprécisions de sens de termes aussi courants que « espace », « campagne » ou « milieu ». Le langage ne prend pas toujours l'exacte mesure de la différence entre rural et paysan. Il est de plus en plus fréquent de lire des travaux qui font le constat que « le monde rural est en train de disparaître », alors qu'il s'agit plutôt du monde paysan. Pour aborder, décrire et analyser le monde rural, divers termes relativement précis sont employés. En particulier, l'usage du vocabulaire territorial (géographique) s'est largement répandu jusqu'à devenir un appel commercial (produits de pays, du terroir) ou touristique (pays d'accueil). Cependant, au terme de territoire tend à se substituer, de plus en plus, le terme beaucoup plus flou d'espace.

Par-delà une tradition paysanne millénaire, le monde rural tend à ne se distinguer du monde urbain que dans ses relations spécifiques à l'espace et au temps. Espace et temps sont intimement liés dans le vécu des habitants des espaces ruraux : le temps et les grands cycles naturels, mais aussi l'espace. Ce qui différencie principalement aujourd'hui le rural de l'urbain est la dispersion, l'isolement géographique, de moins en moins réel cependant du fait des politiques de désenclavement.

À une certaine identité agricole traditionnelle s'est substituée dans les régions périurbaines un sentiment de « ruralité » qui assure une certaine cohésion sociale au monde agricole moderne en mutation. La question se pose alors de savoir si la différence entre rural et urbain réside précisément dans l'affirmation ou dans l'absence de ce sentiment. En terme de rapport aux autres, la ruralité s'exprime

notamment par la revendication d'appartenance à un « pays », traduisant une volonté de retrouver une identité culturelle en phase avec le monde moderne. Cette perception des enjeux culturels exprime, à la fois, l'enracinement symbolique au « pays » et l'adhésion à un système de valeurs sans frontière. L'affirmation de la ruralité permet d'intégrer au monde rural tout individu qui travaille pour le « pays ».

C'est autour du sentiment de ruralité que les acteurs du monde agricole parviennent à se rencontrer aux côtés d'autres ruraux, malgré la diversité de leurs activités et de leurs stratégies individuelles. La notion de ruralité renvoie à l'usage de l'espace. Ainsi la ruralité est, selon KAYSER (1993), une notion qualitative caractérisée par le mode spécifique de rapports que les ruraux entretiennent avec leur environnement, avec leur société et avec leur localité. Cette notion permet de distinguer trois catégories majeures d'espaces : les espaces périurbains, qui comportent diverses couronnes de comportements très différenciés, les espaces marginalisés ou en voie de marginalisation et de désertification rapides, et les espaces ruraux productifs. Par ailleurs, HERVIEU (1993) propose une deuxième théorie de la ruralité qui prend également en compte les rapports à l'espace : le sens commun du rural est un ensemble dans lequel la nature prime sur le bâti et où l'exploitation de la terre reste perspective.

La notion de ruralité renvoie également au modèle urbain duquel on se distingue tout en cherchant à intégrer certaines clefs permettant de tirer profit de la ville. Dans un espace rural, qu'on le veuille ou non, le rural (et pas seulement l'agriculteur) respire différemment, perçoit le temps différemment. L'imaginaire du citadin se nourrit d'ailleurs de cette image ; une étude sur les images du rural dans les médias et les documents touristiques note que seul le mot campagne, et non rural, est utilisé. En zone d'agriculture marginale, le rural ne peut être seulement défini par rapport à une plus ou moins nette exploitation de la terre. En effet, l'espace rural se diversifie et les campagnes redeviennent polyfonctionnelles. Les espaces agraires tendent à se différencier en divers types d'espaces (résidentiels, industrialisés, touristiques, purement agricoles, naturels, friches), par l'étalement des villes, la multiplication d'usines à la campagne, la construction immobilière et l'abandon des cultures traditionnelles. Les exploitants agricoles intègrent d'autres secteurs

d'activité et de nouveaux métiers. L'environnement des ruraux ne peut pas être défini par son faible degré d'urbanisation, puisque certaines portions du territoire rural tendent à s'urbaniser fortement, les activités agricoles étant fortement concurrencées par les spéculations foncières, l'utilisation des espaces par des entreprises privées et d'autres activités qui se développent depuis peu.

Agriculture, espace rural et société

Le débat sur l'avenir des espaces ruraux se confond en France avec le débat sur l'avenir de l'agriculture, comme si le développement de celle-ci entraînait nécessairement l'occupation et l'aménagement de ceux-là. Tenue éloignée de l'agitation des « classes dangereuses » et retardée dans sa modernisation, la paysannerie s'est progressivement identifiée au monde rural. Aujourd'hui, la réalité s'est à nouveau transformée, du fait même de la modernisation de l'agriculture. Les agriculteurs ne constituent qu'un groupe socio-professionnel de plus en plus minoritaire parmi d'autres en milieu rural. Pourtant la confusion entre agriculture et ruralité demeure. Cependant, constater le profond découpage entre agriculture et monde rural revient à s'interroger sur deux points :

— quelles sont les grandes fonctions que peut remplir aujourd'hui l'espace rural dans notre société, et quelles en sont les dimensions économiques ?

— dans un contexte de mondialisation des échanges, de mobilité de personnes et de concentration des capitaux, comment espace, économie et société peuvent-ils s'articuler ? quel rôle peut jouer l'agriculture pour une articulation moderne entre espace, économie et société ?

Les rapports que le monde rural entretient avec la société globale le différencient du monde urbain. Cependant, le monde rural se distingue de moins en moins du monde urbain par le modèle de société qui le gouverne, puisque les échanges scolaires, commerciaux et culturels entre ville et campagne ont progressivement imposé le modèle urbain en milieu rural.

Sans qu'il y ait de contradiction fondamentale, les signes extérieurs de la culture vont à l'encontre de ce qui constituait naguère la « culture paysanne », et que certains persistent encore à confondre avec

la culture rurale. Le rôle de la culture s'inscrit dans son rapport à l'individu et dans son rapport à la société : fabrication, artisanat et art renvoient à des savoir-faire longuement élaborés et transmis. La culture est par conséquent un bagage de connaissances, quel qu'en soit le niveau de technicité.

Les différences entre rural et agricole peuvent être appréhendées par les priorités que les agriculteurs donnent pour se présenter. Dans leur partage d'un sentiment de ruralité, les acteurs locaux s'efforcent d'affirmer des différences entre rural et urbain pour certains aspects, et la parité pour d'autres. Ainsi sont revendiqués des moyens modernes d'information et de communication accessibles partout localement, des chances d'accès à la formation et aux ressources intellectuelles comparables à celles des urbains, et la stimulation et l'appui aux initiatives locales pour l'emploi et les services de proximité en milieu rural.

Bibliographie

- COUJARD (J. L.), 1988 —
« Réflexions générales - Diversité et diversification : une réhabilitation ambiguë ». In Jollivet (M.), éd. : *Pour une agriculture diversifiée*, Paris, L'Harmattan : 283-287.
- DARRÉ (J. P.), 1988 —
« Production de diversité et production de connaissance ». In Jollivet (M.), éd. : *Pour une agriculture diversifiée*, Paris, L'Harmattan : 141-147.
- DUBY (G.), WALLON (A.), 1977 —
Histoire de la France rurale. Tome 4 : depuis 1914. Paris, Le Seuil, coll. Histoire, 755 p.
- FAURE (A.), 1995 —
« Identité locale et développement rural. Le "pays" à l'épreuve du monde ». In Saez (J. P.), éd. : *Identités, cultures et territoires*, Paris, Desclée de Brouwer : 145-154.
- GUIHENEUF (P. Y.), 1993 —
« Les agriculteurs et la gestion de l'espace rural. Expériences novatrices en Languedoc-Roussillon ». In Chauveau (J. P.), Yung (J. M.), éd. : *Les diversités de l'innovation* (vol. II), XIV^e séminaire d'économie rurale « Innovation et Sociétés. Quelles agricultures ? Quelles innovations ? » Montpellier, 13-16 sept. 1993 : 101-107.
- HERVIEU (B.), 1993 —
Les champs du futur. Paris, F. Bourieu.
- HERVIEU (B.), 1994 —
L'impératif territorial. *Sciences Humaines*, hors-série n° 4, fév.-mars.
- KAYSER (B.), 1993 —
Naissance de nouvelles campagnes. Datar/Éditions de l'Aube, 174 p.
- RENARD, 1994 —
Les habits neufs de l'espace rural. *Sciences Humaines*, hors-série n° 4, fév.-mars 1994 : 12-14.
- SIME (Service interdépartemental montagne-élevage), s.d. —
De la friche au territoire. L'élevage au secours de la montagne.

Carte de situation 1 - Le Bassin méditerranéen

